

AU CŒUR DE BELCOURT

Morosité pré-électorale

Les rayons du soleil ont du mal à percer certaines ruelles trop étroites de Belcourt. L'atmosphère qui n'en demeure pas moins étouffante n'impacte en rien sur la densité d'une foule que rien ne semble préoccuper hormis ces petites pancartes affichant les prix des produits qui s'évalent un peu partout.

Abla Chérif - Alger (Le Soir) - Rue Mohamed-Bouchenafa. L'ombre que procurent les constructions qui se font face profite aux habitants du quartiers réunis pour laisser s'écouler un long week-end sans loisirs.

L'ambiance est morose. Les visages fermés. La chaleur intense. Un homme, au pantalon de survêtement taché par de la peinture fraîche, fixe, sans les voir, une série d'affiches électorales déchirées de bout en bout. Ici comme ailleurs, les murs sont emplis de portraits de candidats déchiquetés avec une minutie qui laisse deviner tout le temps concédé à l'opération. Mais le temps ici ne semble pas avoir trop d'importance. «Si vous cherchez des affiches encore entières, vous perdez votre temps», lance ce jeune. L'expression de son visage ne se modifie pas. Même la boutade de son voisin qui pointe le doigt vers une photo dont ne subsiste qu'un «œil» ne déride pas l'homme. «Qui a fait cela ?» Impassible, il répond : «Les jeunes du quartier, bien sûr, qui voulez-vous

que ce soit d'autre ? Ici, on ne veut pas de ce genre de choses, ces élections sont une grosse farce, et la réponse doit être à la mesure de ce que l'on veut nous faire avaler.» Peu à peu, un petit groupe se forme.

Un jeune, qui vient visiblement de se réveiller, se mêle à la conversation. «Dites-leur qu'ils ont beaucoup de chance qu'on ne soit pas sortis dans la rue. Notre vie est une misère, nous n'avons rien, nous ne sommes rien d'autre que des machines à la recherche du moyen d'obtenir ce peu d'argent qui nous permet de nous maintenir. Tout est horriblement cher, même le travail se distribue à la tête du candidat. Personnellement, j'ai déposé plusieurs CV, mais on ne m'a jamais répondu.

Une femme qui a déposé son dossier en même temps que moi a, par contre, été recrutée parce que son père a des connaissances. Tout le monde peut confirmer que rien ne se fait sans appuis. Mais moi qui suis né à Belcourt, de père maçon, comment les obtenir ces appuis ? Alors



Les Algériens affichent ouvertement leur indifférence.

qu'ils ne viennent surtout pas nous parler d'élections aujourd'hui.»

Un marchand de poisson ambulant passe à ce moment devant le groupe. Le cageot est rempli de fines sardines cédées à 400 DA. «Il y a quelques jours, elles étaient à 800 DA. Une pure provocation. Même les gens qui travaillent ne peuvent pas se permettre de l'acheter. Mais en «haut», ils n'en ont rien à faire, personne ne cherche à savoir comment nous nous débrouillons pour vivre.» Accompagné d'amis, il nous invite à nous rendre dans une ruelle parallèle. Plus large que la rue Mohamed-Bouchenafa, elle est inondée d'un soleil qui contraint les passants à raser les murs. Des panneaux d'affichage portent là aussi des restes de

portraits déchirés. Un slogan inscrit au feutre bleu donne le frisson : «Nous sommes las de vos promesses.» A quelques mètres de là, sur la grande route, un autre panneau d'affichage porte un autre slogan : «Dieu vous jugera.»

Affairés à régler leurs problèmes, les citoyens passent sans jeter un regard. Des sachets d'ordures éventrés s'amoncellent non loin de là. L'homme au survêtement taché rejoint le groupe. «Comment expliquez-vous qu'aucun candidat ne soit venu ici ?» «Ils savent ce que nous avons à leur dire et ils savent aussi qu'il n'y a plus rien à faire, c'est trop tard, l'argent du pétrole a été dilapidé. Ils ne peuvent rien promettre de plus. Mais cet argent n'est pas dans nos

Photo : Samir Sid

poches, pas dans nos écoles ou nos hôpitaux. Et puis, ils n'en ont rien à faire de notre situation. Personne n'est jamais venu nous voir ici.» «Connaissez-vous des personnes qui iront voter le 4 mai ?» L'homme poursuit : «Ici personne ne se sent concerné. Je ne suis pas inscrit.» «Nous non plus», insistent les membres du groupe qui suivent la conversation. «Où se trouvent les bureaux des candidats ?» Les jeunes reprennent de plus belle : «Mais pourquoi refusez-vous de nous croire ? Il n'y a rien ici. Les élections se déroulent ailleurs, dans d'autres quartiers, les candidats choisissent les lieux et les personnes auxquelles s'adresser. Ici, nous sommes considérés comme des paumés. La seule fois où il y a eu vote, c'était à l'époque du FIS (Front islamique du salut), le parti a été dissous et nous avons voté une seconde fois pour un ancien membre du parti reconverti ailleurs. Il n'a rien fait lui aussi, à présent, il est décédé. Dieu lui pardonne.»

Le muezzin appelle à la prière de la mi-journée. Les fidèles se rassemblent pour aller faire leurs ablutions. Les commerces cessent leurs activités. «Ce vendredi, l'imam a demandé aux gens d'aller voter pour le bien du pays. On veut en faire une affaire religieuse à présent.»

A. C.

AMARA BENYOUNÈS :

«Je ne suis pas le mufti de la République»

Une fois de plus «l'affaire des licences de commercialisation de la vente d'alcool s'invite dans la campagne électorale, mais cette fois-ci Amara Benyounès, président du parti du MPA qui animait hier à Oran un meeting, a tenu à répondre à ce qu'il a qualifié d'allégations émises par voie de presse, par l'ancien ministre du Commerce El Hachemi Djaâboub, qui est, dit-il, «sorti de sa torpeur pour parler de ma position concernant la vente d'alcool».

Amel Bentolba - Oran (Le Soir) - L'intervenant précise qu'à sa nomination au poste de ministre du Commerce et même après l'avoir quitté, les Algériens consomment toujours autant de l'alcool avec près de 200 millions de litres par an. «Moi, je n'ai fait que vouloir organiser le secteur et je défie quiconque qui peut me montrer une licence de vente d'alcool que j'aurai accordée».

Pour Amara Benyounès, il est hors de question qu'il se substitue à un moralisateur «je ne suis pas le mufti de la République, ce sont des

libertés individuelles chacun fait ce qu'il veut». Et de défier cet ancien ministre et ceux qui sont d'accord avec lui : «Si vous êtes vraiment contre la vente d'alcool en Algérie, alors faites des propositions de lois pour l'interdire !»

Evoquant les questions de l'heure, raison de sa présence hier à Oran, Amara Benyounès parle de l'impératif d'aller voter le 4 mai, car, dit-il, c'est la seule solution pour une démocratie sereine. «Admettons que ces partis qui appellent à la non-participation à ces élections ne votent pas, quelle autre alternative en dehors du vote ? La rue ? Nous savons tous ce que peut apporter la rue, le chaos et le désordre.»

Abordant le déroulement de la campagne électorale, il préconise vivement de relever le niveau des propos et que ça se passe de manière propre et digne. «Chacun des partis a ses idées, ses convictions, cela ne doit pas se passer entre nous avec des insultes, car le dernier mot reviendra au peuple.»

Une fois de plus, le président du MPA rappelle la nécessité pour l'Algérie d'adhérer à l'OMC. «Il est inconcevable que notre pays soit toujours en négociation pour y adhérer depuis 1987, pendant ce temps, d'autres y sont devenus membres, le dernier en date, l'Afghanistan en 2016. Notre

hésitation porte préjudice aux intérêts de l'Algérie.»

Pour Amara Benyounès le seul moyen de sortir de la crise économique difficile que traverse le pays est celle du travail de tous les Algériens et la création d'entreprises pour employer tous ces jeunes cadres universitaires au chômage.

En dernier, l'intervenant parle de la situation en Syrie et de l'attaque que le pays a subie de la part des Etats-Unis qui n'ont pas attendu les résultats de la commission d'enquête concernant l'attaque chimique contre la population dont est accusé le régime de Bachar El Assad. «La solution est-elle vraiment dans le départ du Président syrien ? Posons-nous cette autre question, avec l'assassinat d'EL Kaddafi, la Libye se porte-t-elle mieux ? La mort de Saddam Hussein a-t-elle apporté la paix en Irak ? Non».

Même si pour Amara Benyounès l'éviction de Bachar El Assad n'est pas la solution, «pour moi, Al Assad, El Kaddafi, Moubarak, Saddam, ce sont des dictateurs, mais la solution c'est le peuple». D'où, dit-il, l'impératif que le peuple algérien doit être conscient de ces enjeux qui se passent chez nos voisins.

A. B.

MOUSSA TOUATI À MASCARA :

Une APN qui ne fait pas chuter un gouvernement n'est pas représentative du peuple»

Animant un meeting ce samedi à Mascara, le président du FNA s'est dit désabusé par ce qui se trame autour de ces prochaines législatives et les pratiques observées lors de cette campagne électorale.

Pour commencer, il fera un procès en règle de l'administration qui, déclarera-t-il, nous a attribué le numéro 01 alors que lors du tirage effectué par la Commission nationale, notre parti avait hérité du numéro 1. Y a-t-il une intention de fraude ? s'interrogera-t-il. Il sortira alors de ses gonds en dénonçant ce qu'il qualifie de soumission des parlementaires. Qu'a apporté la précédente Assemblée ? Les députés savent que s'ils n'adoptent pas un programme, bye-bye les salaires et

les avantages. Alors pour le FNA, poursuivra-t-il, une Assemblée qui ne fait pas chuter un gouvernement n'est pas représentative du peuple, à qui l'on doit restituer sa souveraineté. Il n'en finit pas avec les interrogations. Veulent-ils nous faire entrer dans une phase transitoire sachant que le peuple a perdu confiance ? Les irrégularités de cette campagne électorale seront mises en exergue quand il évoquera les affichages sur la route, sur les arbres, puis s'adressant à l'assis-

tance : «Avez-vous observé à Mascara cet argent fou, celui du peuple, qui est engagé par certains et qui dépasse le seuil toléré ? D'où vient-il ? Nous clame-t-il, dans tout ceci il n'y a pas d'équité, c'est de la hogra.»

Abordant la situation économique et sociale, il interpellera les responsables qui ont mené sciemment ce pays où il en est aujourd'hui. Alors qu'ils ont transféré des capitaux, l'argent du peuple, dans des comptes de l'autre côté de la Méditerranée, alors stop, ajoutez-t-il.

Pour Moussa Touati, chaque génération doit s'assumer et il est temps de passer le témoin. Nous nous inclinons devant ceux et celles qui ont libéré et gouverné le pays

mais nul n'est éternel et il faut du sang nouveau. Faisant une rétrospective des différentes phases du pays, il dira : «Nous avons vécu l'époque de «Endeou belkoun echahma» puis, il y eut la révolution agraire et enfin, celle où l'on a roulé avec le pétrole et après eux le déluge. Où en sommes-nous aujourd'hui ?», questionne-t-il l'assistance.

Dans la désespérance et un pays qui reçoit des directives, revenant sur l'épisode des candidates au visage non découvert, il lancera : «Qui es-tu toi, pour m'imposer quoi que ce soit. Les électeurs eux votent pour un programme pas pour une personne.»

M. Meddeber

OULD-ABBÈS À ORAN :

«Le FLN est toujours aux commandes, le FLN c'est l'État»

Hier, le meeting du FLN à Oran s'est tenu au Centre des conventions d'Oran et, fait des plus déplorables, la sono exécutable a été décriée par l'assistance. C'est en exhibant une photo du Président Bouteflika que le secrétaire général du FLN promet une victoire du parti. «Avec le Président nous avons réussi toutes les échéances électorales. On m'accuse de m'accaparer Bouteflika oui, le FLN, c'est l'Etat.»

Puis, Ould-Abbès a sorti de son porte-document une copie des accords d'Evian à la page 93 et s'est adressé à l'assistance : «Le présent document a été signé par les représentants de la République française et par le représentant du FLN Krim Belkacem, nous sommes les dépositaires de l'indépendance de l'Algérie.» Tout en déclarant que certes un million et demi de choucha ont amené l'indépendance mais, interroge-t-il, «qui a planifié, organisé et décidé de tout ? c'est le FLN».

C'est un Ould-Abbès fier d'annoncer que son parti en est à son 35^e meeting et de dire : «Nous démontrons notre force, et sachez que deux stades ne suffiraient pas à contenir nos militants à chacune de nos haltes, rien qu'à voir cet auditorium du CCO, avec ses 3 000 places, rempli, l'exemple est donné. Nous, on a rempli avec nos militants, nous n'avons pas eu recours au remplissage par autocars.»

Puis, il s'adresse indirectement au secrétaire général du RND en scandant haut et fort que dès le début de la campagne, «je les ai prévenus d'aller vers une campagne civilisée, mais ils ont commencé à paniquer, car à travers des rassemblements comme celui d'aujourd'hui, ils ont vu ce que pèse le FLN».

Le secrétaire général du FLN dit assumer le fait qu'il cherche à obtenir la majorité absolue «et celui à qui ça fait mal, il y a le Paracétamol».

Amel Bentolba